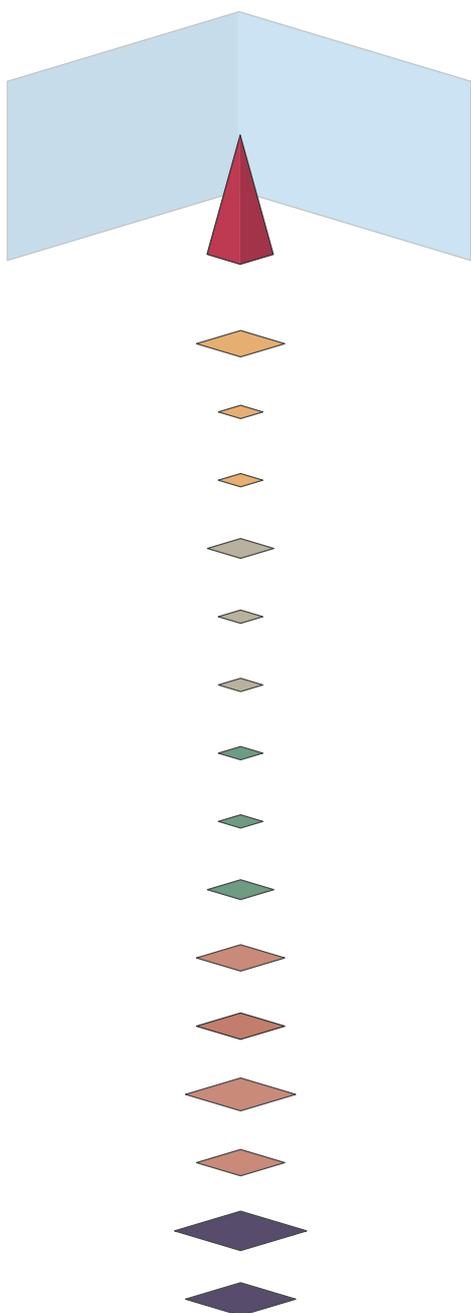


# MONACO



2,58

## SCORE DE CRIMINALITÉ

185<sup>e</sup> sur 193 pays

43<sup>e</sup> sur 44 pays européens

8<sup>e</sup> sur 8 pays d'Europe du Sud



### MARCHÉS CRIMINELS

1,67

TRAITE DES PERSONNES 2,00

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 1,00

RACKET D'EXTORSION ET  
CHANTAGE À LA PROTECTION 1,00

TRAFIC D'ARMES 1,50

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 1,00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS  
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 1,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 1,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 1,00

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES  
NON RENOUVELABLES 1,50

COMMERCE D'HÉROÏNE 2,00

COMMERCE DE COCAÏNE 2,00

COMMERCE DE CANNABIS 2,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 2,00

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 3,00

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 2,50



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

3,50

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 1,00

RÉSEAUX CRIMINELS 3,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 3,50

ACTEURS ÉTRANGERS 5,50

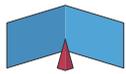
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 4,50



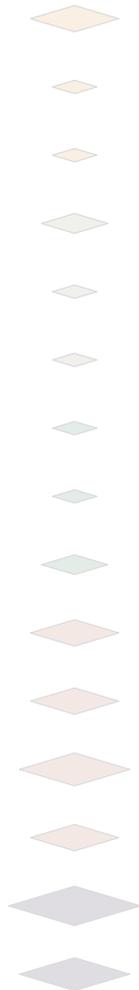
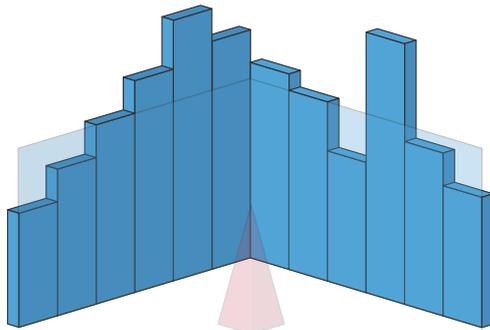
5,63

## SCORE DE RÉSILIENCE





# MONACO



5,63

## SCORE DE RÉSILIENCE

50<sup>e</sup> sur 193 pays

28<sup>e</sup> sur 44 pays européens

4<sup>e</sup> sur 8 pays d'Europe du Sud

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	3,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	4,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	6,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	8,00
FORCES DE L'ORDRE	7,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	6,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	5,50
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	4,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	8,00
PREVENCIÓN	5,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	4,00



2,58

## SCORE DE CRIMINALITÉ



**MARCHÉS CRIMINELS** 1,67



**ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** 3,50



# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

La traite des personnes n'est pas un problème important à Monaco. Cependant, les frontières terrestres de la principauté sont presque entièrement fluides et il existe une possibilité, bien que minime, de traite à des fins d'exploitation sexuelle, en particulier pendant le Grand Prix de Monaco, lorsque la demande pour les travailleurs du sexe augmente. En outre, bien qu'aucune victime de la traite n'ait été identifiée à l'intérieur des frontières monégasques, il est difficile de déterminer quand il s'agit ou non de la traite des personnes. Certains travailleurs du sexe sont sous l'influence d'un proxénète et, bien qu'un lien entre la prostitution et la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle puisse exister, ce lien n'a pas encore été établi. Des sources suggèrent que des cas de traite des personnes pourraient exister à Monaco, mais la question de savoir s'il s'agit de criminalité organisée est toujours en discussion. De plus, ce phénomène reste circonscrit et épisodique.

La principauté n'est que marginalement affectée par le passage d'individus trafiqués, malgré sa position géographique entre les territoires italien et français. Cependant, certaines sources suggèrent qu'une petite quantité de trafic d'êtres humains pourrait avoir lieu. Si le racket d'extorsion ou le chantage à la protection se produisent à Monaco, ils sont épisodiques et rares.

### COMMERCE

Il existe peu de preuves de l'existence d'un marché substantiel du trafic d'armes à Monaco. Le commerce d'armes illégales a peu de présence ou d'impact économique sur la principauté et le transfert, la vente, la possession, l'importation et l'exportation d'armes et de munitions sont strictement réglementés. En outre, le secret qui entoure l'identité des personnes vivant à Monaco rend difficile de confirmer des soupçons concernant les trafiquants d'armes qui vivraient dans la principauté.

Monaco n'est pas connu comme un pays de destination, de transit ou de départ pour le commerce de produits de contrefaçon. En effet, il y a une très forte concentration de police et de sécurité dans tout le pays. De plus, aucune route importante ne traverse Monaco et ses deux ports n'ont pas été construits pour accueillir des cargos, ce qui complique le trafic de marchandises. Il n'y a pas non plus de preuve d'un commerce illicite de produits soumis à accise à Monaco.

### ENVIRONNEMENT

Il est très peu probable que Monaco soit impliqué dans un quelconque marché illicite de la criminalité liée à la faune, à l'exception d'incidents isolés. Il n'y a pas non plus de preuves suggérant un commerce criminel de la flore. Toutefois, les autorités douanières françaises chargées des contrôles aux frontières de Monaco ont occasionnellement signalé des saisies d'espèces menacées et illicites sur des yachts de luxe dans le port.

Rien n'indique que des délits impliquant des ressources non renouvelables se produisent régulièrement à Monaco. Cependant, certaines sociétés basées à Monaco ont fait l'objet d'allégations de corruption dans le secteur pétrolier.

### DROGUES

Le commerce d'héroïne est épisodique, peu fréquent et de faible ampleur à Monaco, les points d'approvisionnement étant souvent situés dans des villes françaises. L'importation est probablement le fait d'usagers ou de dealers de rue. Les indicateurs du marché pour l'usage de l'héroïne montrent une prévalence quasi inexistante. Monaco est une zone de destination pour le trafic de cocaïne en provenance de France, en particulier de Menton et de Marseille. Les résidents se rendent parfois en France pour acheter de la cocaïne et du cannabis ; cependant, aucune donnée officielle récente n'est disponible et la petite échelle du trafic de cocaïne crée peu de perturbations dans la principauté.

Le cannabis est la drogue illicite la plus populaire à Monaco. Bien qu'il soit illégal dans le pays, sa consommation discrète semble être tolérée par les autorités. Rien n'indique que le marché du cannabis soit plus important que la distribution individuelle à petite échelle, bien qu'il y ait une tendance à la culture.

Le marché des drogues de synthèse semble lui aussi restreint, même si l'on craint que la consommation croissante d'ecstasy en Europe de l'Ouest et centrale ne s'étende à Monaco. Jusqu'à présent, cependant, il est probable que la consommation d'ecstasy soit peu fréquente dans le pays et limitée aux jeunes et à la vie nocturne. Comme indiqué précédemment, les résidents qui cherchent à acheter ces substances se rendent souvent dans les villes frontalières françaises pour le faire.

### CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Il n'y a aucune preuve que des groupes de cybercriminels opèrent à Monaco. Cependant, le pays a été la cible de cyber-attaques, notamment de logiciels malveillants, contre des services de l'Etat et des institutions publiques. Ces

attaques ont été identifiées comme provenant d'autres États européens, des États-Unis ou de la Chine, impliquant des brèches des systèmes d'information de l'État dans ces derniers cas. Des ransomware utilisant des crypto-locker ont également été signalés dans le pays (lorsqu'un fichier joint à un courriel, s'il est ouvert, paralyse l'ordinateur jusqu'à ce qu'une rançon soit payée).

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière commise par des groupes criminels organisés reste faible à Monaco, à l'exception notable de l'hameçonnage (phishing). La principauté est la cible d'escroqueries en ligne, notamment à l'encontre de personnes âgées vulnérables. Pendant la pandémie, il y a eu une forte augmentation de la criminalité financière cyber-facilité, encore une fois, principalement des attaques par hameçonnage.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Monaco, comme beaucoup d'autres micro-États, sert souvent de lien physique et financier pour les personnes impliquées dans la criminalité organisée, les organisations criminelles transnationales et les arrangements financiers secrets/illicites. En effet, des personnalités internationales, impliquées dans les marchés licites et illicites, se rencontrent et font des affaires librement dans la principauté. Parallèlement, l'histoire de Monaco en tant que centre connu pour ses pratiques bancaires secrètes et son statut de paradis fiscal continue d'attirer des individus liés à la criminalité organisée, ainsi que des leaders autoritaires et ceux qui voudraient que leurs affaires échappent aux contrôles.

La plupart des habitants de Monaco ne sont pas nés dans la principauté et cette population non autochtone facilite les opérations des acteurs et des organisations criminelles transnationales. Il existe de solides indications que des

individus ayant des liens avec la criminalité organisée transnationale passent par Monaco et y font des affaires. Les familles du crime Lucchese et Genovese, ainsi que les mafias de la mer Noire et Khazar, et des personnes ayant des liens avec le président russe Vladimir Poutine et le dirigeant de la Crimée Sergey Aksyonov pourraient avoir d'amples activités dans la principauté. Alors que la 'Ndrangheta calabraise et la Camorra napolitaine semblent également disposer de réseaux efficaces en France et à Monaco, de nombreux oligarques russes auraient acquis des propriétés dans la principauté par l'intermédiaire de banques monégasques. Par ailleurs, la guerre en Ukraine a conduit les autorités à surveiller et à geler les avoirs russes en France et, dans une moindre mesure, à Monaco.

À Monaco, il est difficile de faire la distinction entre les acteurs étrangers et les acteurs du secteur privé car ils sont souvent entremêlés et, bien qu'il n'y ait pas de preuve directe, il est facile de déduire que les acteurs du secteur privé participent à des activités liées à la criminalité organisée dans la même mesure que les ressortissants étrangers. Le secteur privé peut donc être utilisé pour blanchir de l'argent pour des groupes criminels étrangers.

Il n'y a aucune preuve de l'existence de groupes de type mafieux nationaux à Monaco. Il y a également peu de preuves de l'existence de réseaux criminels actifs à Monaco. Il est probable que des structures criminelles peu structurées coopèrent avec des acteurs criminels étrangers et se livrent au blanchiment de revenus criminels à Monaco. Les indices du contrôle ou d'implication de l'État dans les activités criminelles sont négligeables. Le niveau de corruption parmi les fonctionnaires et autres acteurs de l'État est très faible, bien que des allégations de fraude et de corruption, non encore confirmées, aient été formulées à l'encontre de certaines personnalités de haut niveau de l'appareil d'État et de leurs fidèles collaborateurs.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La criminalité organisée n'est pas un problème important à Monaco, et rien ne laisse supposer une quelconque mainmise de criminels organisée sur l'État. La confiance dans les processus démocratiques et électoraux est élevée. Toutefois, le faible niveau de conformité de la principauté avec les recommandations en matière de lutte contre la corruption a suscité des inquiétudes. Bien que les forces de l'ordre disposent d'unités anti-corruption, la corruption, quoique bien cachée, est présente. L'accès à l'information à Monaco est faible et la principauté subit la pression de

la communauté internationale pour réformer ses lois sur le secret bancaire. Toutefois, des progrès significatifs ont été réalisés récemment en ce qui concerne la transparence et l'éthique du gouvernement.

Monaco est partie à la plupart des traités et conventions internationaux relatifs à la criminalité organisée et s'est attaqué à la fraude fiscale, au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme. Toutefois, le passage de la ratification à la mise en œuvre est lent. La principauté a conclu des accords de coopération avec INTERPOL, Europol et Francopol. Elle a également conclu des accords bilatéraux

d'extradition avec de nombreux pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est, ainsi qu'avec les États-Unis et l'Australie. La législation nationale de Monaco est continuellement mise à jour et lui assure une protection contre la plupart des marchés criminels. Par exemple, une nouvelle législation régissant le blanchiment d'argent, la fraude et la corruption a été récemment adoptée.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Monaco dispose d'un système judiciaire relativement indépendant, en dépit d'un manque de transparence dans le processus de recrutement des juges, d'une Direction des services judiciaires dépourvue de pouvoirs d'exécution et de soupçons généraux de corruption. Les personnes condamnées pour des délits de droit commun à Monaco sont transférées vers des prisons en France et sont soumises à la législation française. La plupart des prisonniers sont des non-citoyens. La principauté contrôle entièrement son système pénitentiaire national, les droits des prisonniers sont respectés et les niveaux de corruption signalés sont faibles.

Le système policier monégasque est solide, avec l'un des ratios agents/population les plus élevés au monde. Ceci, combiné au faible niveau de criminalité organisée, garantit que les marchés criminels de Monaco sont contrôlés de manière efficace. Les droits de douane monégasques relèvent de la juridiction française (et donc de l'organe douanier de l'UE) et les capitaux circulent librement entre les deux pays, sans restriction ni perception d'impôts. Monaco dispose d'une capacité suffisante pour surveiller les activités transfrontalières illicites, bien que cette capacité soit proportionnelle aux faibles niveaux de menace.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Historiquement, Monaco a la réputation d'être un paradis fiscal non coopératif. Il a subi d'importantes pressions internationales pour adopter le modèle de convention fiscale de l'Organisation de coopération et de développement économiques en 2009 et, depuis lors, il mène une politique active de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Monaco ne figure pas sur la liste des pays présentant d'importantes lacunes en matière de blanchiment d'argent et a adopté les mécanismes recommandés par le Groupe d'action financière (GAFI), tout en modifiant et en renforçant régulièrement sa conformité aux normes internationales. Le gouvernement a créé une unité d'investigation financière et modernise le secteur bancaire et financier pour le rendre plus résilient aux menaces de blanchiment d'argent.

Après la pandémie de COVID-19, l'économie monégasque a retrouvé ses niveaux antérieurs, avec un secteur des services toujours prédominant, notamment les services financiers et immobiliers. De plus, le Service d'information et de contrôle

sur les circuits financiers a créé une section dédiée aux cryptomonnaies afin de mieux contrôler les investissements en cryptomonnaie et d'éviter le blanchiment d'argent.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Les libertés civiles, y compris la liberté d'expression dans les médias, sont respectées. Monaco dispose de lois prévoyant l'indemnisation et la représentation juridique des victimes de crimes, en particulier des victimes de violences sexuelles. Il n'y a pas de restrictions à la création d'ONG, mais le secteur de la société civile est faible à Monaco. Parmi les organisations, l'Association d'aide aux victimes d'infractions pénales travaille à la prévention de la violence à l'égard des victimes et des témoins et fonctionne gratuitement, parallèlement à d'autres programmes d'aide aux victimes et à des services de santé mentale.

Monaco est signataire de nombreux traités internationaux visant à prévenir la criminalité organisée. Cependant, il semble incapable d'empêcher les chefs d'État autoritaires et les individus corrompus d'entrer sur le territoire et d'y opérer. La principauté préfère les chartes éthiques à une législation solide pour guider ses efforts de prévention. Une loi de 2022 a renforcé la protection accordée aux lanceurs d'alerte dans les affaires de blanchiment d'argent. En outre, le gouvernement a publié des lignes directrices à l'intention des professionnels sur la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la corruption. Des mesures ont également été prises pour sensibiliser les individus et les organisations aux cyberattaques afin qu'ils ne deviennent pas des cibles.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*